

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse . . . Fr. 17.30 Fr. 8.65
Union postale . . . Fr. 31. — Fr. 15.50
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Responsable de la partie des annonces: Publicitas S. A., Succursale de Neuchâtel

ANNONCES:

suisse 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Loi fédérale sur la concurrence déloyale

Du 30 septembre 1943

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 34 ter, 64 et 64 bis de la Constitution; vu le message du Conseil fédéral du 3 novembre 1942, arrête:

Chapitre premier. Conditions générales.

Article premier. Définition de la concurrence déloyale.

¹ Est réputé concurrence déloyale au sens de la présente loi tout abus de la concurrence économique résultant d'une tromperie ou d'un autre procédé contraire aux règles de la bonne foi.

² Enfreint les règles de la bonne foi, par exemple, celui qui:

- dénigre autrui, ses marchandises, ses œuvres, son activité ou ses affaires par des allégations inexactes, fallacieuses ou inutilement blessantes;
- donne des indications inexactes ou fallacieuses sur lui-même, ses marchandises, ses œuvres, son activité ou ses affaires, ou, en donnant sur des tiers des indications de même nature, les avantages par rapport aux concurrents;
- emploie des titres ou dénominations professionnelles inexacts, destinés ou de nature à faire croire à des distinctions ou capacités particulières;
- prend des mesures destinées ou de nature à faire naître une confusion avec les marchandises, les œuvres, l'activité ou l'entreprise d'autrui;
- accorde ou offre à des employés, mandataires ou auxiliaires d'un tiers des avantages qui ne devaient pas leur revenir et qui sont destinés ou de nature à procurer un profit, soit à lui-même, soit à autrui, en les faisant manquer à leur devoir dans l'accomplissement de leur travail;
- induit des employés, mandataires ou auxiliaires à trahir ou surprendre des secrets de fabrication ou des secrets commerciaux de leur employeur ou mandant;
- exploite ou divulgue des secrets de fabrication ou des secrets commerciaux qu'il a surpris ou a appris d'une autre manière contraire à la bonne foi;
- n'observe pas des conditions de travail conformes aux usages professionnels ou locaux ou des conditions de travail, légales, réglementaires ou contractuelles, qui sont également applicables au concurrent.

Chapitre II. Protection de droit civil.

A. Actions et responsabilité.

Art. 2. Actions et droit d'intenter action.

¹ Celui qui, par un acte de concurrence déloyale, est atteint ou menacé dans sa clientèle, son crédit ou sa réputation professionnelle, ses affaires ou ses intérêts matériels en général, peut demander:

- la constatation du caractère illicite de l'acte;
- la cessation de cet acte;
- la suppression de l'état de fait qui en résulte et, s'il s'agit d'allégations inexactes ou fallacieuses, leur rectification;
- en cas de faute, la réparation du dommage;
- dans les cas visés par l'article 49 du Code des obligations, la réparation du tort moral.

² Les clients atteints dans leurs intérêts matériels par un acte de concurrence déloyale peuvent également intenter action.

³ Les actions prévues aux lettres a, b et c peuvent aussi être intentées par les associations professionnelles et économiques que leurs statuts autorisent à défendre les intérêts matériels de leurs membres, si ces derniers, ou des membres des sections, ont qualité pour intenter action selon les 1^{er} et 2^{me} alinéas.

Art. 3. Responsabilité de l'employeur.

¹ Lorsque l'acte de concurrence déloyale est commis par des employés ou des ouvriers dans l'accomplissement de leur travail, les actions prévues à l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres a, b et c, peuvent aussi être dirigées contre l'employeur.

² Les actions prévues à l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres d et e, sont régies par les dispositions du Code des obligations.

Art. 4. Responsabilité de la presse.

¹ Lorsque l'acte de concurrence déloyale est commis par la voie de la presse, les actions prévues à l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres a, b et c, ne peuvent être dirigées contre le rédacteur responsable ou, s'il s'agit d'une annonce, contre la personne responsable des annonces ou, à leur défaut, contre l'éditeur ou encore, à défaut de celui-ci, contre l'imprimeur, que dans les cas suivants:

- si la publication a été faite à l'insu ou contre la volonté de l'auteur ou de la personne qui a donné l'ordre d'insertion;
- si la communication du nom de l'auteur ou de la personne qui a donné l'ordre d'insertion est refusée;
- si, pour d'autres raisons, il est impossible de découvrir l'auteur ou la personne qui a donné l'ordre d'insertion ou de les actionner devant un tribunal suisse.

Abstraction faite des cas susmentionnés, le rédacteur responsable, la personne responsable des annonces, l'éditeur et l'imprimeur pourront être toujours actionnés sans égard à l'ordre prévu ci-dessus si une faute leur est imputable. Dans tous les autres cas, l'auteur ou, s'il s'agit d'une annonce, la personne qui a donné l'ordre d'insertion est exclusivement responsable.

² Les actions prévues à l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres d et e, sont régies par les dispositions du Code des obligations.

Art. 5. For.

¹ Si le défendeur n'a pas de domicile en Suisse, l'action peut aussi être portée devant le juge du lieu où l'acte a été commis.

² S'il existe une connexité entre une action civile fondée sur la concurrence déloyale et une contestation de droit civil concernant la protection des inventions, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique et de commerce, des indications de provenance et mentions de récompenses industrielles ou la protection des droits d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques, l'action en concurrence déloyale peut être également portée devant le tribunal cantonal compétent pour trancher les susdites contestations en instance cantonale unique. En pareil cas, le recours au Tribunal fédéral est recevable sans égard à la valeur litigieuse.

Art. 6. Publication du jugement.

Le juge peut, sur demande, autoriser la partie qui a obtenu gain de cause à publier le jugement aux frais de l'autre. Il fixera les modalités de la publication.

Art. 7. Prescriptions.

¹ Les actions se prescrivent par un an à compter du jour où celui qui a le droit de les intenter a eu connaissance de son droit et, dans tous les cas, par cinq ans dès le jour où ce droit a pris naissance.

² Toutefois, s'il a été commis une infraction soumise par les lois pénales à une prescription de plus longue durée, cette prescription s'applique également aux actions civiles.

Art. 8. Application du Code civil.

Les dispositions du Code civil, notamment celles du Code des obligations, sont applicables en tant que la présente loi n'y déroge pas.

B. Mesures provisionnelles.

Art. 9. Conditions.

¹ A la requête de la personne qui a qualité pour intenter action, l'autorité compétente ordonne des mesures provisionnelles, en vue notamment d'assurer l'administration des preuves, le maintien de l'état de fait, ainsi que l'exercice provisoire des droits litigieux prévus à l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres b et c.

² Le requérant doit rendre vraisemblable que la partie adverse use, dans la concurrence économique, de moyens contraires aux règles de la bonne foi et qu'il est en conséquence menacé d'un dommage difficilement réparable et que peuvent seules prévenir des mesures provisionnelles.

³ Avant d'ordonner des mesures provisionnelles, l'autorité entendra la partie adverse. S'il y a péril en la demeure, elle peut, avant audition, ordonner provisoirement de telles mesures.

Art. 10. Sûretés.

¹ Le requérant peut être tenu de fournir des sûretés.

² Lorsque la partie adverse fournit au requérant des sûretés suffisantes, l'autorité compétente peut refuser des mesures provisionnelles ou révoquer, entièrement ou partiellement, les mesures ordonnées.

Art. 11. Autorité compétente.

¹ Les mesures provisionnelles doivent être demandées à l'autorité compétente du canton où le défendeur a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Suisse, au lieu où l'acte a été commis.

² Les cantons désignent l'autorité compétente pour ordonner les mesures provisionnelles et, en cas de besoin, édictent des dispositions complémentaires de procédure.

³ Après l'introduction du procès, le juge saisi de l'action est seul compétent pour ordonner ou révoquer les mesures provisionnelles.

Art. 12. Délai pour intenter action.

¹ En ordonnant les mesures provisionnelles, l'autorité impartit au requérant un délai de trente jours au plus pour intenter action. S'il n'agit pas dans ce délai, les mesures ordonnées deviendront caduques, ce dont fera mention la décision de l'autorité.

² Si l'action n'est pas intentée en temps utile, ou si elle est retirée ou rejetée, le juge peut obliger le requérant à réparer le dommage qui résulte des mesures provisionnelles. L'action se prescrit par un an.

Chapitre III. Protection de droit pénal.

Art. 13. Infractions.

Celui qui, intentionnellement, se rend coupable de concurrence déloyale:

- a) en dénigrant autrui, ses marchandises, ses œuvres, son activité ou ses affaires, par des allégations inexactes, fallacieuses ou inutilement blessantes;
- b) en donnant, afin d'avantager ses offres par rapport à celles de ses concurrents, sur lui-même, ses marchandises, ses œuvres, son activité ou ses affaires, des indications inexactes ou fallacieuses;
- c) en employant des titres ou des dénominations professionnelles inexacts pour faire croire à des distinctions ou capacités particulières;
- d) en prenant des mesures pour faire naître une confusion avec les marchandises, les œuvres, l'activité ou l'entreprise d'autrui;
- e) en accordant ou en offrant à des employés, mandataires ou auxiliaires d'un tiers des avantages qui ne devraient pas leur revenir, afin de procurer un profit, soit à lui-même, soit à autrui, en les faisant manquer à leur devoir dans l'accomplissement de leur travail;
- f) en induisant des employés, mandataires ou auxiliaires à trahir ou surprendre des secrets de fabrication ou des secrets commerciaux de leur employeur ou mandant;
- g) en exploitant ou en divulguant des secrets de fabrication ou des secrets commerciaux qu'il a surpris ou a appris d'une autre manière contraire à la bonne foi,

sera, sur plainte de personnes ou d'associations habiles à intenter l'action civile, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Art. 14. Responsabilité pénale de l'employeur et du mandant.

Lorsqu'un acte de concurrence punissable a été commis par des employés, ouvriers ou mandataires dans l'accomplissement de leur travail, la peine sera également appliquée à l'employeur qui aura connu cet acte et omis de l'empêcher ou d'en supprimer les effets.

Art. 15. Personnes morales et sociétés commerciales.

Lorsqu'un acte de concurrence punissable a été commis dans la gestion d'une personne morale ou d'une société en nom collectif ou en commandite, les dispositions pénales s'appliquent aux membres des organes de la personne morale ou aux sociétaires qui ont agi ou auraient dû agir en son nom. Toutefois, la personne morale ou la société est tenue solidairement de l'amende et des frais.

Art. 16. Répression pénale.

La répression pénale incombe aux cantons.

Chapitre IV. Liquidations et primes.

A. Liquidations et opérations analogues.

Art. 17. Obligation de demander un permis.

¹ Aucune liquidation ou opération analogue tendant à accorder temporairement des avantages particuliers aux acheteurs ne peut être annoncée ou exécutée publiquement sans une autorisation du service cantonal compétent.

² Selon que l'exigent les règles de la bonne foi, le permis sera refusé ou soumis à des conditions restrictives. Une liquidation totale ou partielle ne pourra être autorisée, en règle générale, qu'après un établissement d'un an au moins.

³ En cas de liquidation totale, il sera, en règle générale, interdit au requérant d'ouvrir une entreprise de même nature ou de participer à une telle entreprise d'une manière quelconque pendant une période de un à cinq ans. Si cette interdiction est violée, l'entreprise pourra être fermée.

⁴ Le Conseil fédéral édictera par voie d'ordonnance les dispositions d'exécution nécessaires. Il consultera au préalable les gouvernements cantonaux et les associations professionnelles et économiques intéressées.

Art. 18. Dispositions pénales.

² Celui qui, intentionnellement, commet une infraction aux dispositions de droit fédéral sur les liquidations:

- a) par des annonces inexactes ou fallacieuses, destinées à lui procurer ou à procurer à autrui un avantage illicite;
- b) en donnant aux autorités des indications inexactes, notamment en simulant une cessation de commerce, pour se procurer un permis de liquidation ou un permis d'une autre nature ou de plus longue durée,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

² Les autres infractions aux dispositions de droit fédéral sur les liquidations seront punies selon l'ordonnance du Conseil fédéral. Celle-ci pourra prévoir les arrêts et l'amende et réprimer aussi les actes commis par négligence.

³ Les articles 14 à 16 sont applicables par analogie.

Art. 19. Compétence des cantons.

¹ Les cantons sont autorisés à édicter, dans les limites de la présente loi et de l'ordonnance du Conseil fédéral, d'autres dispositions sur les liquidations et opérations analogues et à frapper des arrêts ou d'une amende quiconque les viole intentionnellement ou par négligence.

² Est réservé le droit des cantons de percevoir des émoluments pour les liquidations et opérations analogues.

B. Primes.

Art. 20. De l'abus des primes.

¹ Le Conseil fédéral est autorisé à édicter par voie d'ordonnance des dispositions sur les abus en matière de primes et à frapper d'une amende quiconque les viole intentionnellement ou par négligence.

² Les ristournes et les escomptes, ainsi que les objets de peu de valeur donnés à titre de réclame, ne sont pas considérés comme des primes.

³ Avant d'édicter l'ordonnance, le Conseil fédéral consultera les gouvernements cantonaux et les associations professionnelles et économiques intéressées.

Chapitre V. Dispositions finales.

Art. 21. Droit fédéral abrogé.

¹ Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, l'article 48 du Code des obligations, ainsi que l'article 161 du Code pénal suisse, cesseront de porter effet.

² L'article 162 du Code pénal suisse aura la teneur suivante:

«Celui qui aura révélé un secret de fabrication ou un secret commercial qu'il était tenu de garder en vertu d'une obligation légale ou contractuelle, celui qui aura mis à profit cette révélation, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.»

Art. 22. Rapport avec le droit cantonal.

¹ Sont réservées les prescriptions du droit cantonal sur la police du commerce et de l'industrie, en particulier celles qui portent sur les procédés déloyaux en affaires.

² Les cantons conservent le pouvoir de légiférer sur les contraventions en matière de police du commerce et de l'industrie et de concurrence déloyale.

Art. 23. Entrée en vigueur.

Cette loi entre en vigueur le 1^{er} mars 1945, sauf les articles 17 à 19, pour lesquels la date de l'entrée en vigueur sera fixée ultérieurement.

La première turbine aérodynamique du monde

Ces jours derniers, en présence de MM. les conseillers fédéraux Stampfli et Kobelt, des représentants des autorités cantonales et communales zurichoises, de la science, de la technique et de l'économie, les établissements Escher-Wyss à Zurich ont présenté la nouvelle turbine aérodynamique. Cette invention, due à la collaboration de MM. J. Ackeret, professeur à l'Ecole polytechnique fédérale, et de M. C. Keller, chef du département des recherches de la Maison Escher-Wyss, constitue une nouvelle étape dans la construction des turbines qui, dans la grande entreprise zurichoise, remonte précisément à 100 ans.

Dans son allocution introductive, M. J. Schmidheiny, président du conseil d'administration, rappela que la fondation de la maison Escher-Wyss en 1805 marqua le début de l'industrie mécanique en Suisse. Il y a un siècle qu'Escher-Wyss a entrepris la construction des turbines qui est devenue une des spécialités de l'entreprise.

Aujourd'hui, le développement de la turbine à vapeur pour la production d'énergie à partir du charbon ne peut plus être amélioré tant au point de vue du rendement (abaissement de la consommation de charbon) qu'à celui de la puissance maximale que peut

livrer une turbine. Les machines thermiques à piston, elles aussi, ne peuvent reculer les limites atteintes, car elles ne peuvent fournir que des puissances limitées et elles ne peuvent fonctionner au charbon. En revanche, les essais officiels de puissance que le professeur Quiby, de l'Ecole polytechnique fédérale vient d'effectuer avec la turbine aérodynamique permettent d'envisager un nouveau développement de la technique des turbines. Cette nouvelle turbine, appelée installation AK, selon ses inventeurs Ackeret et Keller, a été construite sur la base des expériences acquises par Escher-Wyss dans la construction des turbines de tous genres.

Les inventeurs présentèrent leur machine thermique, créée à l'aide des résultats fournis par la science aérodynamique moderne. Cette machine est parcourue non par de la vapeur ou par des gaz de combustion, mais par de l'air pur qui circule en circuit fermé en étant chauffé de l'extérieur. La haute densité de cet air, qui travaille sous une pression bien supérieure à la pression atmosphérique, a permis d'augmenter sensiblement l'efficacité et la puissance des appareils employés. C'est ce qui permet à une installation simple et peu encombrante d'atteindre une grande puissance et un rendement élevé.

Il résulte de l'exposé du professeur Quiby, de l'Ecole polytechnique fédérale, que l'installation d'essai AK de 2000 kw, soit 2700 CV, travaille à une température de 650° C et même plus. Au cours des essais

officiels, elle a atteint un rendement thermique de 31 1/2 %; contrairement à ce qui se produit avec les turbines à vapeur, ce rendement ne diminue presque pas à charge partielle. Un rendement aussi élevé n'a été atteint jusqu'ici par des turbines à vapeur que dans la centrale de Port Washington (U.S.A.) dont la machine a une puissance de 80.000 HP et travaille avec réchauffage intermédiaire de la vapeur. Ce procédé de réchauffage, qui peut être appliqué sans aucune difficulté sur l'installation AK, élèverait le rendement de celle-ci à 35 % au moins.

Le progrès réalisé ouvre un nouveau domaine aux applications de la turbine et nous permet d'espérer que cette invention suisse améliorera les possibilités d'exportation de notre industrie mécanique.

LA FÉDÉRALE

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES

Incendie, Vol, Dégâts d'Eau,
Bris de Glaces, Auto-Casco,
Transport, Valeurs,
Crédit, Caution

ZURICH
Fondée en 1831

ASSURANCES

IMPRIMEURS: HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS



Pierristes

A vendre d'occasion mais en parfait état, 3 machines à rectifier les pierres, système Steiner et 4 arbres à pince complets pour machines à creuser Bunter. Ecrire sous chiffre P 1173 N, à Publicitas Neuchâtel.

Brevets

d'invention seront obtenus et mis en valeur rapidement et consciencieusement en Suisse et à l'étranger par la Maison PERUHAG, Schwabengasse 4 à Berne. Agences dans toutes les grandes villes. Demandez les prospectus.

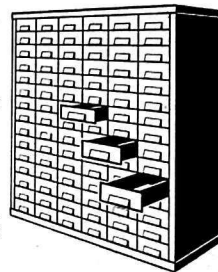


MEUBLES A TIROIRS

pour petites parties d'outillage

Fichiers pour plans

Directement de la fabrique



Ernest Scheer s.a., Herisau
Constructions métalliques - Tél. 5.19.92
Fondée en 1855

FABRIQUE

avec 5 ateliers de 95 m², 2 logements, force motrice 12-14 HP, à vendre dans ville du Jura bernois. Ecrire à case postale 12842, Delémont.

DELTA



PLAQUE
GALVANIQUE

TH. MAEDER BIENNE
SEEGARTEN

LA PIERRE QUI
ASSURE LE
SUCCÈS....



MEROZ
FRÈRES
LA CHAUX-DE-FONDS

publicolor



DEPARTEMENT RHABILLAGE
pour tous calibres

CHATONS S.A. LE LOCLE (SUISSE)

PIERRES À CHASSER



SI AU MOINS NOS VÊTEMENTS
ÉTAIENT COMME LES BOÎTES ÉTANCHES

Bouvier
ST-URSAINE

Bureau officiel de contrôle de la marche des montres

Technicum cantonal Bienne Rapport 1944

Statistique des montres déposées du 16 décembre 1943
au 16 décembre 1944

	Avec mention	Sans mention	Echecs Retraits	Totaux
Montres de poche	140	37	29	206
Montres-bracelets	10.993	5579	2554	19.126
Total des montres déposées				19.332

Epreuves spéciales:

Montres 8 jours, montres de poche, montres-bracelets	956
Total des montres observées en 1944	20.288
Total des bulletins délivrés	16.749

N.B. — Texte de tous les bulletins en quatre langues.

Montres de poche Bulletins délivrés

Déposants	Avec mention	Sans mention	Totaux
S.A. L. Brandt & Frère, Montres « Oméga », Bienne	76	—	76
Technicum cantonal, Bienne	43	11	54 ¹
Rolux Watch Co., Bienne	1	21	22 ²
Cortébert Watch Co., Juillard & Co., La Chaux-de-Fonds	4	4	8
« Recta » S. A., Bienne	6	—	6
Cie des Montres « Longines », St-Imier	5	1 ³	6
E. Homberger-Rauschenbach, ci-dev. I. W. C., Schaffhouse	3	—	3
Minerva S. A., Villeret	2	—	2 ⁴

¹ Dont 3 chronographes.

² Calibres ronds et extra-plats 37,3-2,8 mm.

³ Montre-réveil.

⁴ Chronographe compteur.

Montres-bracelets Bulletins délivrés

Déposants	Avec mention	Sans mention	Totaux
Rolux Watch Co., Bienne	10341	5443	15784
S.A. L. Brandt & Frère, Montres « Oméga », Bienne	377	—	377
« Era » Watch, C. Ruefli-Flury & Co., Bienne	126	118	244
« Le Coultre » & Cie, Le Sentier	85	—	85
Cortébert Watch & Co., Juillard & Co., La Chaux-de-Fonds	16	6	22
Buren Watch Co. S. A., Buren s/A.	13	4	17
« Recta » S. A., Bienne	12	—	12
« Arbu » Watch, Bienne	11	—	11 ¹
Kurth Frères S. A., Granges	3	7	10
Georges Thiébaud, Bienne	5	—	5
Ernest Borel & Co. S. A., Neuchâtel	2	—	2
Tech., Ecole d'horlogerie, Bienne	1	1	2 ¹
A. Bechstel, Bienne	1	—	1

¹ Chronographe.

Causes et pourcentages des échecs

Montres de poche	Pourcentage
Marche diurne moyenne dans les 5 positions	0,96 %
Variation moyenne	—
Plus grande variation	1,94 %
Différence du plat au pendu	—
Plus grande différence entre critère 1 et l'une des marches	0,48 %
Variation par degré	7,76 %
Erreur secondaire	—
Reprise de marche	0,48 %
Retraits	2,42 %

Montres-bracelets

Marche diurne moyenne dans les 5 positions	2,82 %
Variation moyenne de la marche dans les 5 positions	0,02 %
Plus grande variation entre deux marches diurnes consécutives dans la même position	0,07 %
Plus grande différence entre la marche diurne moyenne et l'une des marches dans les 5 positions	2,38 %
Variation par degré	0,32 %
Reprise de marche	0,23 %
Arrêts	1,41 %
Retraits	6,16 %

Epreuves spéciales

Era Watch Co., montres-bracelets, 15 jours d'observation avec épreuves thermiques	441
Omega Watch Co., montres 8 jours, 10 jours d'observation avec épreuves thermiques	160
Pierce S. A., Moutier, montres-bracelets, épreuves thermiques	338
Divers: Montres de poche et montres-brace- lets, épreuves thermiques	17

Bienne, janvier 1945.

Technicum cantonal, Bienne
Ecole d'horlogerie.

Bureau officiel de contrôle de la marche des montres

Signé: G.-A. BERNER.
Ch. NOHL.

Les tâches actuelles

de notre diplomatie

Le nouveau chef du Département politique fédéral, M. Max Petitpierre, entrera en fonctions le 1^{er} février prochain. Il va occuper un poste plein de responsabilité à une époque particulièrement difficile. En effet, la Suisse lutte aujourd'hui pour son existence nationale dans des conditions diplomatiques, économiques et politiques qui se sont aggravées en raison de l'évolution de la situation internationale. Rien ne devra être négligé pour assurer à notre pays la place qu'il mérite au milieu de Grandes Puissances, préoccupées elles-mêmes de défendre leur avenir. Aussi la tâche de notre diplomatie ne sera pas facile; c'est pourquoi le nouveau ministre des affaires étrangères doit pouvoir bénéficier de l'appui et de la sympathie du peuple suisse tout entier.

Quels sont les problèmes qui vont retenir en premier lieu l'attention du nouveau chef du Département politique fédéral? La question des **relations diplomatiques avec les Soviétiques** devra être reprise, semble-t-il, d'une façon ou d'une autre. En effet, de l'avis même du Conseil fédéral, la question est demeurée ouverte, et le brusque refus de Moscou n'y a pas mis fin d'une façon définitive. Il est vrai que l'attitude de la presse soviétique, comme celle de nos extrémistes de gauche, tend visiblement à envenimer le débat. Moscou persistera-t-il dans cette position ou une évolution se produira-t-elle? En tout cas, notre diplomatie aura là une tâche délicate et difficile à remplir et il convient d'éviter toute intervention inopportune de la politique de parti, ce qui ne pourrait que compliquer les choses sans profit pour personne.

Nos relations avec la France se trouvent toujours dans un stade qu'on peut qualifier de provisoire, puisque le poste de ministre de Suisse à Paris n'a pas encore de titulaire. Si le «Volksrecht», quotidien socialiste de Zurich, croyait pouvoir annoncer ces jours que l'agrément demandé pour une personnalité proposée par la Suisse avait été refusé par la France, nous voulons simplement nous contenter de relever que de telles indiscretions ont déjà causé passablement de mal dans cette affaire. La désignation d'un ministre est toujours une affaire délicate qui est traitée confidentiellement jusqu'au moment où elle peut être rendue publique. Plus vite on s'en rendra compte chez nous, mieux cela facilitera la normalisation rapide des rapports entre la France et la Suisse, ainsi qu'on le souhaite des deux côtés de la frontière.

En ce qui concerne **nos relations avec le groupe des puissances anglo-américaines**, sans vouloir entrer dans les détails, il est permis de relever que dans de nombreux milieux à l'étranger on ne se rend pas encore suffisamment compte des particularités et des nécessités de notre neutralité permanente et inconditionnelle. Il en résulte souvent des malentendus qui ne peuvent que nuire aux rapports que nous entretenons avec ces pays. Les grotesques accusations d'une partie de la presse américaine contre notre pays à propos de nos relations économiques avec l'étranger l'ont récemment montré une fois de plus. Cet incident, même s'il a été réduit à ses justes proportions grâce à l'énergique intervention du gouvernement de Washington, pose à notre diplomatie une tâche précise: à l'avenir, **l'étranger doit être renseigné**, dans une mesure beaucoup plus grande que jusqu'à présent, sur les particularités économiques, politiques et culturelles de notre pays. On a proposé dans ce but de renseigner systématiquement les correspondants étrangers établis en Suisse, d'organiser des tournées de conférences à l'étranger, des expositions et d'augmenter l'ampleur et la qualité de nos émissions radio-phoniques. Toutes ces suggestions méritent d'être exa-

minées attentivement et... réalisées sans tarder. Il importe, en effet, que l'opinion publique étrangère soit mieux renseignée sur notre pays, il faut, en particulier, qu'elle se rende compte que notre politique de neutralité active n'est pas seulement dans l'intérêt de la Suisse. La protection des intérêts diplomatiques et économiques étrangers de la part de nos consulats, les œuvres humanitaires en faveur de tous les belligérants, l'activité internationale de la Croix-Rouge et l'aide aux victimes de la guerre, toutes ces choses n'auraient pas été possibles sans la politique de loyale et absolue neutralité constamment observée par la Suisse. Une modestie excessive de notre part dans la mise en valeur de ce côté positif de notre neutralité serait une erreur psychologique que nous devons éviter.

Encore une autre tâche importante incombera à notre nouveau ministre des affaires étrangères: **la réforme des services diplomatiques**. Ce n'est un secret pour personne que trop nombreux sont encore nos diplomates qui n'ont pas une connaissance suffisante des questions économiques qui joueront pourtant un rôle déterminant dans l'après-guerre. La façon dont s'opère le recrutement et la formation des jeunes diplomates laisse aussi quelque peu à désirer. Heureusement que le nouveau chef de la division des affaires étrangères, M. le Ministre Stucki, est une personnalité qui connaît à fond les problèmes économiques, puisqu'il a dirigé avec le succès que l'on sait la division commerciale du Département fédéral de l'économie publique. Il a aussi une grande expérience des problèmes diplomatiques et sera certainement d'un précieux appui pour aider le nouveau chef du Département politique à mener à bien la réforme souhaitée de nos services diplomatiques.

Conseil d'administration des C. F. F.

Le conseil d'administration des Chemins de fer fédéraux a tenu une séance à Berne le 24 janvier 1945, sous la présidence de M. Ernest Béguin. Il a entendu un rapport de la direction générale sur la votation du 21 janvier, et a exprimé sa grande satisfaction de ce que le peuple ait accepté la nouvelle loi des Chemins de fer fédéraux. Le conseil a ensuite octroyé les crédits voulus pour l'acquisition de 17 locomotives électriques dont 10 de ligne et 7 de manœuvre.

Commerce extérieur

Exportation à destination de l'Iran, l'Irak et l'Arabie

En vertu de l'ordonnance n° 8 de la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique relative à la surveillance des importations et des exportations, du 28 décembre 1944, l'Iran, l'Irak et l'Arabie ne font plus partie des pays dont la contre-valeur des importations doit être payée en dollars des Etats-Unis. En conséquence, le contingentement des valeurs exportées vers ces pays se trouve également abrogé à partir de la dite date. Il n'y a donc plus lieu de présenter de demandes de certificat de contingentement à la Division du commerce (service des exportations en Iran, en Irak et en Arabie). Les demandes d'exportation vers ces pays doivent être adressées directement aux organismes de contingentement ou aux services qualifiés pour la délivrance des permis d'exportation.

Banque fédérale s. a.

Le solde actif du compte de profits et pertes au 31 décembre 1944 s'élève à 1.773.613 fr. 59 (en 1943: 1.633.179,21), y compris le report de l'année précédente de 643.179 fr. 21 (report antérieur: 480.394,17). Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale, qui sera convoquée pour le 3 mars, de distribuer un dividende de 3 % (en 1943: 3 %) et de reporter à nouveau 783.613 fr. 59.

Rédacteur responsable de la partie rédactionnelle:
La Fédération Horlogère Suisse S. A., La Chaux-de-Fonds.

Négociations économiques avec les alliés

Le Département politique fédéral communique:

La nouvelle est maintenant parvenue de Washington au Département politique qu'une délégation américaine, présidée par M. Laughlin Currie, est partie pour Londres. Elle y retrouvera une délégation britannique, dont la composition n'est pas encore connue en Suisse. Toutes deux poursuivront leur voyage sur Paris où une délégation française se joindra à elles. La mission américaine espère arriver en Suisse dans une dizaine de jours.

Il y a quelques jours, la presse américaine annonçait qu'un «administratif assistant» du président Roosevelt allait se rendre en Suisse. La nouvelle signifiait-elle le début d'une nouvelle campagne de presse américaine contre la Suisse ou avait-elle sa source à la Maison Blanche? Le communiqué publié par le Département fédéral sur l'arrivée prochaine de M. Laughlin Currie élucide la question. Des négociations économiques vont être entamées non seulement avec les Etats-Unis d'Amérique, mais aussi avec l'Empire britannique et la France.

On s'y attendait d'ailleurs. Dans sa déclaration du 7 janvier dernier, M. Stettinius, secrétaire d'Etat, avait exprimé le désir que la Suisse réduise ses livraisons de matériel à l'ennemi. Le voyage de M. Laughlin Currie semble être en rapport direct avec ce désir. Quelles seront les propositions présentées, au nom du président Roosevelt, par la délégation américaine? La presse new-yorkaise affirmait que la Suisse serait invitée à supprimer l'exportation à destination de l'Allemagne, de quelques types de machines-outils, de même que du matériel stratégique et de denrées alimentaires ainsi que le transit de charbon à travers le Gothard. L'expérience nous a cependant appris à accueillir les nouvelles des journaux américains avec la plus extrême réserve et à ne faire confiance qu'aux informations officielles de la Maison Blanche.

Il est certain cependant que M. Currie est chargé de soumettre au Conseil fédéral des désirs très précis du président Roosevelt. Cette impression est confirmée par le fait que la mission américaine sera accompagnée d'une délégation semblable des gouvernements britannique et français.

Il n'appartient pas à l'opinion publique de s'immiscer dans ces pourparlers. Quelques constatations de principe sont cependant indiquées, d'autant plus que la presse américaine a cru pouvoir tirer un parallèle entre la Suisse, d'une part, la Turquie et la Suède, d'autre part, et faire allusion à la domination alliée de l'Europe dans l'après-guerre. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos la déclaration de M. Stettinius qui a expressément reconnu la situation particulière de la Suisse et de sa neutralité. Notre pays a certainement tout intérêt à être ravitaillé par les Alliés. Jusqu'ici, l'Amérique ne s'est guère préoccupée des nécessités économiques de la Suisse durant la guerre. La mission de l'envoyé extraordinaire de M. Roosevelt dissipera sans doute tout malentendu à cet égard. M. Currie comprendra aussi que la Suisse doit s'en tenir à certains principes de neutralité même en matière économique. Notre commerce de transit est lié à certaines conventions internationales. De même toutes nos relations économiques avec l'étranger reposent sur des traités qui furent d'ailleurs approuvés par les deux partis en guerre. La Suisse est décidée à respecter les contrats conclus, ce que ne peut qu'approuver un pays comme l'Amérique qui, de 1939 à 1941, a, indépendamment de ses sympathies ou antipathies, accompli tous ses engagements en matière économique. De plus, la Suisse est en droit de faire valoir que son indépendance nationale dépend en premier lieu de sa propre neutralité.

Transports maritimes Suisses

Communication n° 99 de l'Office de guerre pour les transports, du 29 janvier 1945

Exportation

Lisbonne—Philadelphie:

«Eiger» XII, départ de Lisbonne le 2 décembre 1944 (aux Bermudes avec rupture de l'arbre de transmission); attendu à Philadelphie vers la mi-février 1945.

Lisbonne—Amérique du Sud:

«St-Gotthard» XIX, départ de Lisbonne le 30 novembre 1944 pour Buenos-Ayres (arrivée le 5 janvier 1945), Santos et Rio de Janeiro (attendu vers la fin de janvier 1945).

Avis de l'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

Appel aux créanciers

Les créanciers de

Audux S.A., La Chaux-de-Fonds (en faillite)

Rothenhäusler, Paul, St-Gall (en faillite)

Walser, Curt, Kreuzlingen (en faillite)

sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple pour que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

Enquête

Les maisons qui ont reçu des demandes de Harald O. Werner A/B., Atterbomsvägen 26, Stockholm, sont priées de se mettre en rapport avec nous.

Service de correspondance commerciale avec la France

On peut toujours nous confier des courriers pour la région horlogère française et, notamment, pour le Département du Doubs. Envoyer chaque lettre en double avec l'adresse exacte. Ne pas affranchir.

Marques de fabrique et marques internationales

Nous avons créé un répertoire des marques horlogères et des marques internationales.

Nos sociétaires peuvent se renseigner chez nous, en formulant désormais leurs demandes sur papier libre, le tarif demeurant inchangé.

D'autre part, nous nous chargeons également de déposer des marques de fabrique, en faisant les recherches préalables et toutes les démarches nécessaires.

Rédacteur responsable de la partie publicitaire:
Publicitas S.A., Neuchâtel.

Importante maison de Londres

cherche la représentation de fabriques de montres, maisons sérieuses et livrant une bonne qualité. Offres avec détails sous chiffre U 25727 L, à Publicitas Lausanne.

ABONNEZ-VOUS A LA

Fédération Horlogère Suisse

ABONNEMENTS: Suisse, un an Fr. 17.30
Suisse, six mois . . . » 8.65
Etranger, un an . . . » 31.—
Etranger, six mois . . » 15.50

„La Fédération Horlogère Suisse”
est lue dans tous les pays du monde

Fournitures de bureau
TIMBRES CAOUTCHOUC

Abonnez-vous à

VVE C. LUTHY
LA CHAUX-DE-FONDS

LA FÉDÉRATION
HORLOGÈRE SUISSE

Importante manufacture de fournitures d'horlogerie cherche

représentant-voyageur

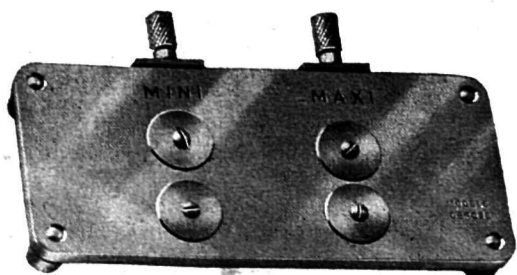
Faire offres sous chiffre
P 20108 H, à Publicitas
Saint-Imier.

POLISSEUR

Ouvrier qualifié, capable de travailler seul sur boîtes métal acier, cherche place stable. Eventuellement s'occuperait du personnel. Faire offres sous chiffre P 2391 J, à Publicitas Saint-Imier.

PIERRES POUR HORLOGERIE

JACQUES PERRET TRAMELAN

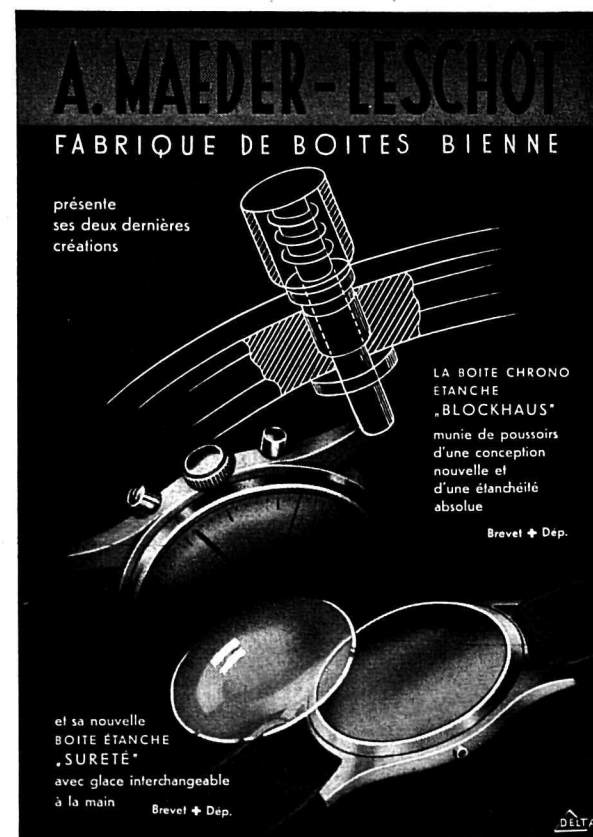


La pierre
de qualité

Jauge réglable pour le calibrage des pierres d'horlogerie ou autres fournitures.
Inusable, réglage rapide au millième.

Imprimeurs

Haefeli & Co
La Chaux-de-Fonds



A. MAEDER-LESCHOT
FABRIQUE DE BOITES BIENNE

présente
ses deux dernières
créations

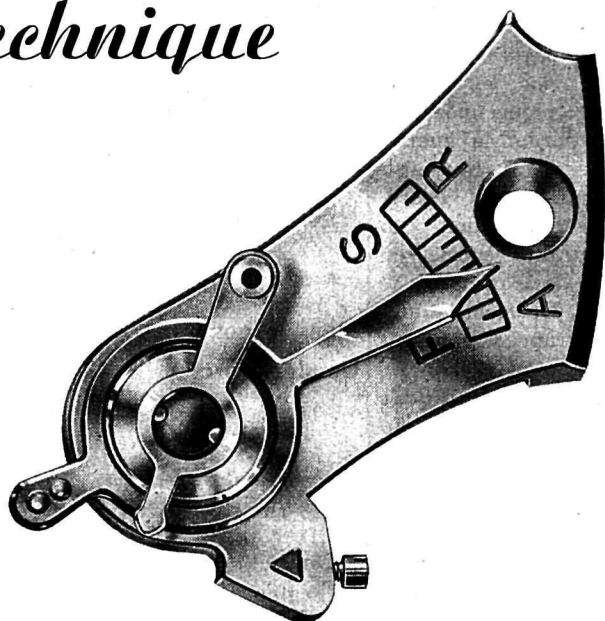
LA BOITE CHRONO
ETANCHE
„BLOCKHAUS”
munie de poussoirs
d'une conception
nouvelle et
d'une étanchéité
absolue

Brevet + Dep.

et sa nouvelle
BOITE ETANCHE
„SURETÉ”
avec glace interchangeable
à la main Brevet + Dep.

DELTA

Le Progrès Technique



PARECHOC S.A. LE SENTIER

ÉTAMPES ET DÉCOUPAGES SOIGNÉS
pour l'horlogerie et l'électricité

CH. BAERTSCHI

Mécanicien, Faiseur d'étampes
Maison fondée en 1899

ST-IMIER

Rue du Soleil 7
Téléphone 41

Tous genres de découpages - Toutes séries

Spécialités:

Masses - barettes
Tirettes avec plots
emboutés
Pièces repassées
Anglages
Rondelles pr taillages

Travail consciencieux
Prix modérés



TERMINAGES

Atelier bien organisé, fournissant travail sérieux, cherche relations avec bonne maison pour commandes régulières. Petites pièces. Breguet ou plat. Offres sous chiffre E 20217 U, à Publicitas Neuchâtel.

FOIRES INTERNATIONALES

Pour l'Exposition suisse de Porto et la Foire internationale de Barcelone, on cherche quelques personnes connaissant la langue des pays en question et les pays mêmes pour le service de renseignements de l'industrie horlogère. Nous vous prions de bien vouloir adresser vos offres de service sous chiffre P 1300 N, à Publicitas Neuchâtel.

FABRIQUE DE BOITES DE MONTRES

MÉTAL ET ACIER INOXYDABLE

WERTHMÜLLER S.A.
BIENNE

Rue de la Loge 16 - Téléphone 2.33.64



Boîtes rondes étanches, à cornes,
fermeture à cran et à vis, 7³/₄ à 14"

Boîtes rondes 3 pièces massives, à cornes,
formes assorties, 7³/₄ à 14"

A obtenir: en métal chromé fond acier
inoxydable et tout acier inoxydable

Grand choix - Catalogue à disposition

Fabrique d'horlogerie

soignée et genre bon courant, produisant également montres automatiques et chronographes bracelets, cherche

maison d'exportation

pouvant lui assurer commandes importantes et régulières en montres et mouvements ancre de 4 à 19". Mouvements 12 et 16 Size de 7 à 21 rubis peuvent également être fournis. Qualité et délais de livraison garantis. A la même adresse on entreprendrait des

terminages

ancres, toutes grandeurs, en qualité soignée. Faire offres sous chiffre P 2325 J, à Publicitas Saint-Imier.

On cherche à acheter d'occasion en
parfait état

UNE MACHINE A POINTER

200 × 200 mm.

Faire offres sous chiffre V 20263 U,
à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Maison de gros bien introduite et sérieuse
cherche relations avec

fabricants et ateliers de bijouterie

pour articles de tous genres, véritables et simili. Adresser offres, avec indication des possibilités de fabrication, sous chiffre Dc 5612 Z, à Publicitas Zurich.

MONTRES AUTOMATIQUES

Fabrique d'horlogerie, spécialisée dans la fabrication de montres automatiques soignées et bon courant (water-protected - Incabloc - seconde au centre - Ebauches A.S.) entreprendrait séries régulières dans ces articles. Demandez sous chiffre J 8540, à Publicitas Soleure.